



DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

PROTÉGÉ UNE FOIS REMPLIE

CONFIDENTIALITÉ

Les renseignements fournis dans la présente demande (y compris les annexes et les documents fournis à l'appui) sont assujettis à la [Loi sur l'accès à l'information](#) et à la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), le cas échéant. Aucun renseignement commercial de nature confidentielle que vous soumettez ne sera divulgué sans que vous soyez consulté au préalable. Toutefois, des renseignements commerciaux de nature confidentielle peuvent être divulgués si la loi l'exige ou si le ou la ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) l'exige aux fins de règlement d'un différend international auquel le Canada est partie intervenante. Veuillez consulter la [Loi sur l'accès à l'information](#) du gouvernement du Canada pour obtenir de plus amples renseignements. Tout renseignement que vous souhaitez garder confidentiel doit être accompagné d'une note à cet effet.

Il incombe au demandeur de remplir toutes les sections requises de manière aussi précise et complète que possible. **Le non-respect de cette obligation peut empêcher l'APECA d'examiner la demande.** L'APECA peut exiger des renseignements supplémentaires ou des consentements de la part du demandeur pour remplir les conditions requises.

SECTION A RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR

1. LANGUE OFFICIELLE PRÉFÉRÉE POUR LA CORRESPONDANCE : ANGLAIS FRANÇAIS

2. NOM LÉGAL DU DEMANDEUR :

3. DÉNOMINATION COMMERCIALE DU DEMANDEUR (SI ELLE DIFFÈRE DU NOM LÉGAL) :

4. TYPE D'ENTITÉ JURIDIQUE :

- SOCIÉTÉ PAR ACTIONS ENTREPRISE À PROPRIÉTAIRE UNIQUE ORGANISATION SANS BUT LUCRATIF
 SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF MUNICIPALITÉ OU AUTRE ENTITÉ GOUVERNEMENTALE
 ORGANISATION OU SOCIÉTÉ AUTOCHTONE
 AUTRE (PRÉCISEZ) :

5. DATE DE CONSTITUTION OU D'ENREGISTREMENT :

6. NUMÉRO D'ENTREPRISE DU DEMANDEUR :

7. ADRESSE POSTALE DU DEMANDEUR :

VILLE :

PROVINCE :

PAYS :
CANADA

CODE POSTAL :

8. NUMÉRO DE TÉLÉPHONE D'AFFAIRES :

9. NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR :

10. ADRESSE COURRIEL :

11. SITE WEB :

SECTION B REPRÉSENTANT AUTORISÉ

1. PRÉNOM DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ :

2. NOM DE FAMILLE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ :

3. TITRE DU POSTE :



4. NUMÉRO DE TÉLÉPHONE D'AFFAIRES : POSTE :	5. NUMÉRO DE TÉLÉPHONE MOBILE :	6. NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR :
7. ADRESSE COURRIEL :	8. CETTE PERSONNE EST-ELLE UN SIGNATAIRE AUTORISÉ DU DEMANDEUR? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

SECTION C PROPRIÉTÉ

1. FOURNISSEZ DES RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX PROPRIÉTAIRES DU DEMANDEUR.

PRÉNOM	NOM DE FAMILLE	POURCENTAGE DE PROPRIÉTÉ	LA PERSONNE EST-ELLE ACTIVE DANS L'ENTREPRISE ?		SI OUI, DANS QUEL POSTE OU SON RÔLE ?
			OUI	NON	
		%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
		%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
		%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

2. FOURNISSEZ DES RENSEIGNEMENTS SUR TOUTE SOCIÉTÉ MÈRE, FILIALE ET TOUTE ENTREPRISE AFFILIÉE OU APPARENTÉE DU DEMANDEUR.

NOM LÉGAL DE L'ENTREPRISE	VILLE	NATURE DE LA RELATION	PERSONNE-RESSOURCE	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE

3. FOURNISSEZ UNE DESCRIPTION DU DEMANDEUR ET DE SON MANDAT :

4. NOM DE LA BANQUE OU DE L'INSTITUTION FINANCIÈRE :

VILLE :	PERSONNE-RESSOURCE :	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :
---------	----------------------	-----------------------



5. DÉCRIRE LE CRÉDIT DISPONIBLE :

SECTION D RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS REQUIS

DEMANDEURS COMMERCIAUX	OUI	S.O.
1. ACTE CONSTITUTIF ET RENSEIGNEMENTS SUR LA PROPRIÉTÉ (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
2. ÉTATS FINANCIERS (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
3. PLAN DE PROJET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D), PLAN D'AFFAIRES ET/OU PLAN DE MARKETING (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
4. OFFRES DE PRIX DES FOURNISSEURS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. COPIES DES PERMIS ET LICENCES PERTINENTS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS (PRÉCISEZ) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DEMANDEURS SANS BUT LUCRATIF	OUI	S.O.
1. ACTE CONSTITUTIF/DOCUMENTS CONSTITUTIFS ET LISTE DES DIRECTEURS/MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
2. ÉTATS FINANCIERS (DE L'EXERCICE FINANCIER EN COURS ET DU DERNIER EXERCICE FINANCIER) (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
3. DESCRIPTION ET MANDAT DU DEMANDEUR, Y COMPRIS LA GESTION ET LES QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CLÉ (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
4. QUEL EST VOTRE TAUX DE REMBOURSEMENT DE LA TVH (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)		
	%	
5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET (OBLIGATOIRE DE FOURNIR)	<input type="checkbox"/>	
6. OFFRES DE PRIX DES FOURNISSEURS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. COPIES DES RÈGLEMENTS, DES LICENCES ET DES PERMIS PERTINENTS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS (PRÉCISEZ) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

AVIS IMPORTANT

L'APECA peut exiger d'autres renseignements et documents pour terminer son évaluation de la demande, y compris, s'il y a lieu, des renseignements sur la propriété du terrain ou du bâtiment, le(s) numéro(s) d'identification de la parcelle, le(s) contrat(s) de bail, le(s) plan(s) d'aménagement, les améliorations foncières ou les perturbations du sol, le(s) accord(s) de partenariat, les contrats de licence de propriété intellectuelle et tout renseignement connexe sur le projet. L'APECA peut également exiger d'autres consentements ou autorisations pour recueillir des renseignements personnels auprès des gens qui sont associés au demandeur. Le défaut de fournir ces renseignements, sur demande, va empêcher l'APECA de terminer son évaluation de la demande.

L'APECA a adopté des [normes de service](#) concernant son temps de réponse pour le traitement d'une demande dûment remplie.



SECTION E RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

1. NOM DU PROJET :

2. EMPLACEMENT DU PROJET (RUE, NUMÉRO D'IMMEUBLE, ETC.) :

VILLE :

PROVINCE :

PAYS :
CANADA

CODE POSTAL :

3. DATE DE DÉBUT PRÉVUE DU PROJET :

4. DATE DE FIN PRÉVUE DU PROJET :

5. ESTIMATION DES COÛTS TOTAUX DU PROJET :

\$

6. MONTANT DEMANDÉ À L'APECA :

\$

7. DÉBUT DE L'EXERCICE FINANCIER DU DEMANDEUR :

8. FIN DE L'EXERCICE FINANCIER DU DEMANDEUR :

9. LE DEMANDEUR A-T-IL DÉJÀ REÇU DE L'AIDE DE L'APECA ? OUI NON

10. LE DEMANDEUR A-T-IL PRIS DES ENGAGEMENTS FINANCIERS OU JURIDIQUES VISANT LE PROJET? OUI NON

SI OUI, FOURNISSEZ DES DÉTAILS :

11. FOURNISSEZ UNE DESCRIPTION DU PROJET ET DES PRINCIPALES ACTIVITÉS QUI SERONT ENTREPRISES :

12. DÉCRIVEZ LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES MESURABLES DU PROJET :

13. NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
ACTUELS :

14. NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS À ÊTRE MAINTENUS À
LA DATE DE FIN DU PROJET :

15. NOMBRE TOTAL
D'EMPLOIS À ÊTRE
CRÉÉS À LA DATE DE
FIN DU PROJET :



SECTION F DIVERSITÉ ET INCLUSION

	LE CAS ÉCHÉANT, VEUILLEZ PRÉCISER SI LE DEMANDEUR EST DIRIGÉ OU MAJORITAIREMENT DIRIGÉ PAR UN OU PLUSIEURS DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS SUIVANTS.	LE CAS ÉCHÉANT, VEUILLEZ PRÉCISER SI LE PROJET SERA BÉNÉFIQUE POUR L'INCLUSION DE L'UN DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS SUIVANTS OU FAVORISERA LEUR INCLUSION.
FEMMES	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTOCHTONES	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MEMBRES DES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
JEUNES (MOINS DE 40 ANS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PERSONNES HANDICAPÉES	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
NOUVEAUX ARRIVANTS AU CANADA ET IMMIGRANTS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
COMMUNAUTÉS NOIRES	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
COMMUNAUTÉS RACIALISÉES	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2ELGBTQIA+	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTRES :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SECTION G DIVULGATIONS

	OUI	NON
1) ENVIRONNEMENT LES ACTIVITÉS ACTUELLES DU DEMANDEUR SONT-ELLES CONFORMES AUX LOIS SUR L'ENVIRONNEMENT? LE PROJET PROPOSÉ RESPECTERA-T-IL LES LOIS SUR L'ENVIRONNEMENT?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2) OBLIGATION DE CONSULTER EXISTE-T-IL DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LA ZONE DU PROJET OU À PROXIMITÉ? LE PROJET POURRAIT-IL AVOIR DES RÉPERCUSSIONS SUR DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, DES DROITS AUTOCHTONES OU DES DROITS ISSUS DE TRAITÉS?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3) LITIGE LE DEMANDEUR EST-IL VISÉ PAR UN LITIGE, UNE POURSUITE, UNE INSTANCE OU UNE RÉCLAMATION EN SUSPENS, EN COURS OU POSSIBLE, OU DES PROCÉDURES DE DEMANDE EN JUSTICE DEVANT UN TRIBUNAL, UNE COMMISSION OU UN ORGANISME GOUVERNEMENTAL SONT-ELLES ENGAGÉES CONTRE LUI? EST-CE QU'IL Y A DES JUGEMENTS EN SUSPENS VISANT LE DEMANDEUR?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



4) CONTRATS IMPORTANTS LE DEMANDEUR MANQUE-T-IL À SES ENGAGEMENTS AU TITRE D'UN CONTRAT IMPORTANT OU D'UNE ENTENTE DE FINANCEMENT?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5) TAXES LE DEMANDEUR A-T-IL DES ARRIÉRÉS EN CE QUI CONCERNE LE PAIEMENT DE TOUTES LES SOMMES DUES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, DE TAXES D'AFFAIRES, D'IMPÔT FONCIER, DE TAXES DE VENTE ET DES RETENUES À LA SOURCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6) AUTRE FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL LE DEMANDEUR A-T-IL REÇU OU DEMANDÉ D'AUTRE FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL POUR CE PROJET?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SI VOUS AVEZ RÉPONDU « NON » À LA QUESTION 1 OU « OUI » À TOUTE AUTRE QUESTION, VEUILLEZ FOURNIR DES EXPLICATIONS :



SECTION H CONSENTEMENT ET ATTESTATION

- 1) Les renseignements recueillis dans la présente demande, y compris les documents à l'appui ci-joints, ainsi que tout autre renseignement obtenu par l'APECA ou en son nom pour traiter les demandes de subventions et de contributions, sont obtenus conformément à la [Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique](#) et à la [Loi sur la gestion des finances publiques](#).
- 2) Il n'y a aucune obligation de fournir les renseignements demandés, mais le défaut de le faire peut empêcher l'APECA d'examiner la demande.
- 3) Un projet désigné en vertu de la [Loi sur l'évaluation d'impact](#) peut être soumis à une évaluation d'impact. Pour veiller à la conformité à cette loi, les renseignements sur les projets fournis à l'APECA, y compris les renseignements scientifiques, peuvent être communiqués à l'Agence d'évaluation d'impact Canada et rendus publics par l'intermédiaire du Registre canadien d'évaluation d'impact. De plus, un représentant de Services publics et Approvisionnement Canada peut communiquer avec le demandeur pour discuter du projet.
- 4) Les noms des demandeurs retenus, le montant du financement approuvé et une description du projet sont inscrits dans les dossiers publics et divulgués sur le site Web de l'APECA, conformément aux pratiques de divulgation proactive du gouvernement du Canada.
- 5) L'APECA peut communiquer avec toute personne mentionnée dans la présente demande pour obtenir des renseignements sur le demandeur.
- 6) J'atteste que les renseignements fournis dans la présente demande, y compris tous les documents fournis à l'appui, sont, au mieux de mes connaissances et de mes capacités, complets, véridiques et exacts, et que cela s'appliquera à tous les renseignements fournis à l'avenir dans le cadre de l'évaluation du projet. De plus, j'aviserai immédiatement l'APECA de tout changement.
- 7) Le demandeur atteste que l'aide financière de l'APECA constitue un facteur important concernant la décision d'aller de l'avant avec ce projet.
- 8) Le demandeur atteste qu'il n'est engagé dans aucune activité criminelle ou illégale, qu'il ne favorise ni la violence ni la haine et qu'il ne fait pas de discrimination fondée sur le sexe, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, la couleur, la race, l'origine nationale ou ethnique, la religion, l'âge ou la déficience physique ou mentale.
- 9) J'autorise l'APECA à effectuer toutes les enquêtes nécessaires pour évaluer la présente demande, y compris l'obtention de renseignements opérationnels et commerciaux concernant le demandeur.
- 10) Le demandeur autorise l'APECA à faire ces demandes de renseignements auprès de personnes, d'entreprises, de sociétés par actions, de ministères fédéraux et provinciaux, d'agences, d'autorités publiques, d'institutions et d'organismes de développement économique sans but lucratif, et il consent à la collecte et à l'échange de renseignements à ces fins.
- 11) Le demandeur consent à ce que les renseignements obtenus soient communiqués à d'autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux pour l'administration des subventions et des contributions.
- 12) Je consens à ce que les renseignements obtenus soient utilisés pour l'analyse de politiques, la recherche ou l'évaluation des programmes de l'APECA.
- 13) Le demandeur s'engage à se conformer à la [Loi sur les langues officielles](#), y compris les obligations applicables qui peuvent varier selon la nature du projet et la clientèle ciblée.
- 14) Je suis autorisé(e) à soumettre la présente demande au nom du demandeur, et la preuve de cette autorité sera fournie sur demande.
- 15) La présente demande d'aide financière peut être utilisée par l'APECA pour déterminer l'admissibilité à un financement dans le cadre de tous ses autres programmes de subvention et de contribution lorsque l'APECA le juge approprié.
- 16) L'APECA peut avoir l'obligation de consulter les peuples autochtones dans le cadre de son évaluation de la présente demande d'aide financière. Le cas échéant, le demandeur accepte de collaborer et de fournir les renseignements et les consentements demandés par l'APECA pour faciliter le processus. Si cette obligation n'est pas respectée, l'APECA risque de ne pas pouvoir examiner la présente demande.



J'ai lu et compris les dispositions ci-dessus de consentement et d'attestation. Je consens de mon plein gré à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements telles que décrites, je donne la certification telle qu'énoncée et j'autorise les mesures indiquées.

(Veuillez conserver une copie signée de ce formulaire pour vos dossiers.)

_____ SIGNÉ À (EMPLACEMENT) : _____
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ

_____ EN CE _____ JOUR DE _____, 20____
NOM ET TITRE DU FONCTIONNAIRE AUTORISÉ

SECTION I COMMUNICATION AVEC LES BUREAUX RÉGIONAUX DE L'APECA

BUREAU DE L'APECA AU NOUVEAU-BRUNSWICK

81, RUE REGENT, PIÈCE 500, C.P. 578, FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK) E3B 5A6

SANS FRAIS : 1-800-561-4030 ▪ TÉLÉPHONE : 506-452-3184 ▪ TÉLÉCOPIEUR : 506-452-3285

BUREAU DE L'APECA À TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

ÉDIFICE JOHN CABOT, 10 BARTER'S HILL, 11^E ÉTAGE, C.P. 1060, SUCCURSALE C, ST. JOHN'S (TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR) A1C 5M5

SANS FRAIS : 1-800-668-1010 ▪ TÉLÉPHONE : 709-772-2751 ▪ TÉLÉCOPIEUR : 709-772-2712

BUREAU DE L'APECA EN NOUVELLE-ÉCOSSE

1801, RUE HOLLIS, PIÈCE 700, HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE) B3J 3N4

SANS FRAIS : 1-800-565-1228 ▪ TÉLÉPHONE : 902-426-8361 ▪ TÉLÉCOPIEUR : 902-426-2054

BUREAU DE L'APECA À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

IMMEUBLE DE LA BANQUE ROYALE, 3^E ÉTAGE, 100, RUE SYDNEY, CHARLOTTETOWN (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD) C1A 7K2

SANS FRAIS : 1-800-871-2596 ▪ TÉLÉPHONE : 902-566-7492 ▪ TÉLÉCOPIEUR : 902-566-7098

BUREAU DE L'APECA AU CAP-BRETON

70, RUE CRESCENT, SYDNEY (NOUVELLE-ÉCOSSE) B1S 2Z7

SANS FRAIS : 1-800-705-3926 ▪ TÉLÉPHONE : 902-564-3600 ▪ TÉLÉCOPIEUR : 902-564-3825